
Fiches thématiques

Économie générale

Avertissement

Les sites internet www.insee.fr et <http://epp.eurostat.ec.europa.eu> pour les données internationales mettent en ligne des actualisations pour les chiffres essentiels.

Les comparaisons internationales s'appuient sur les données harmonisées publiées par Eurostat, qui peuvent différer des données nationales publiées par les instituts nationaux de statistique.

Signes conventionnels utilisés

n.d.	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
M	Million
Md	Milliard

Le logo @ indique que les données du tableau ou graphique sont mises à jour sur le site www.insee.fr

1.1 Environnement macroéconomique

En 2010, l'économie française renoue avec la croissance : le produit intérieur brut (PIB) **en volume aux prix de l'année précédente** progresse de 1,5 %, après un repli historique de 2,7 % en 2009. La reprise est toutefois modérée puisque, fin 2010, l'activité n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la crise. L'activité repart dans toutes les grandes branches de l'industrie et des services. En revanche, la construction reste en récession en 2010.

La consommation des ménages et les variations de stocks sont les deux moteurs de l'activité en 2010. Les dépenses de consommation des ménages redémarrent : elles contribuent à hauteur de + 0,8 point à la croissance du PIB, après avoir résisté pendant la crise contrairement à ce qui s'est passé dans la plupart des grands pays européens. Les achats de voitures neuves diminuent suite au retrait progressif de la « prime à la casse » mais les autres grands postes de consommation en produits manufacturés et en services redémarrent. Le rythme de croissance de la consommation des ménages reste toutefois inférieur à celui qui prévalait avant la crise : le pouvoir d'achat peu dynamique et le taux de chômage élevé freinent les dépenses.

Par ailleurs, comme on l'avait déjà observé lors des précédentes récessions, les perspectives incertaines pendant la crise ont amené les entreprises à déstocker massivement. En 2010, les entreprises arrêtent donc de destocker si bien que les variations de stocks sont le principal facteur de l'accélération du PIB : elles contribuent pour + 0,6 point à la croissance après - 1,2 point en 2009.

L'investissement se replie, mais beaucoup moins qu'en 2009 : il pèse à hauteur de - 0,2 point sur la croissance du PIB. Avec le redressement progressif des perspectives d'activité et la lente amélioration des conditions de financement, l'investissement des entreprises non financières augmente à nouveau (+ 2,4 %). À l'inverse, même si elle s'atténue, la baisse de l'investissement des ménages se poursuit (- 1,5 %). En effet, les achats de logements neufs reculent de nouveau, même si la reprise du marché de l'ancien provoque un rebond de l'investissement en services via les droits de mutations et les frais d'agences associés.

Le commerce mondial reprend. Le rebond de la demande mondiale, et en particulier de celle en provenance d'Allemagne (premier partenaire commercial de la France), s'accompagne d'un regain des exportations françaises (+ 9,7 %). Dans le même temps, la reprise de la demande intérieure soutient aussi les importations (+ 8,8 %). Au total, la contribution du commerce extérieur à la croissance est légèrement positive (+ 0,1 point).

Le déficit des administrations publiques s'établit à 7,1 % du PIB en 2010, en légère baisse par rapport à 2009 (7,5 %). Malgré les mesures de réduction de la pression fiscale (réforme de la taxe professionnelle et baisse de la TVA dans la restauration), les recettes publiques s'accroissent légèrement avec la reprise économique (rebond des recettes de TVA et d'impôt sur les sociétés en particulier). De plus, les dépenses ralentissent, notamment en raison du contrecoup du plan de relance en 2009. Le poids de la dette publique dans le PIB progresse de 3,3 points pour s'établir à 82,3 %. ■

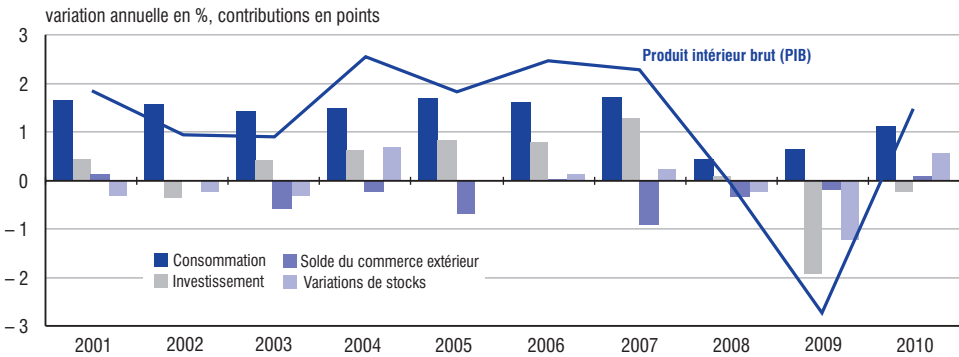
Définitions

Évolutions en volume aux prix de l'année précédente : dans les comptes nationaux, les grandeurs exprimées en volume (c'est-à-dire corrigées de l'évolution générale des prix) sont publiées aux prix de l'année précédente chaînés : le poids de chaque composante élémentaire est réestimé chaque année. Le chaînage permet de prendre en compte la déformation de structure de l'économie (prix relatifs, poids des différents produits dans la consommation, etc.) ce qui est souhaitable en particulier dans le cas de séries longues ou de composantes connaissant une évolution rapide (matériel électronique par exemple).

Pour en savoir plus

- « Les comptes de la Nation en 2010 - La croissance repart », *Insee Première* n° 1349, mai 2011.
- « Les comptes des administrations publiques en 2010 », *Insee Première* n° 1348, mai 2011.
- L'Économie française - Comptes et dossiers, *Insee Références*, édition 2011.
- Voir aussi : *fiches 4.3 et 4.7*.

1. Contributions à l'évolution du PIB en volume



Champ : France.

Lecture : en 2010, la consommation contribue pour + 1,1 point à la croissance de 1,5 % du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

2. Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2010		
	2008	2009	2010	Prix, évolution (en %)	Valeur (en milliards d'euros)	Contribution à la croissance du PIB ¹ (en points)
Produit intérieur brut (PIB)	-0,1	-2,7	1,5	0,8	1 932,8	1,5
Importations	0,9	-10,8	8,8	4,0	537,5	-2,2
Total des emplois finals	0,1	-4,6	2,9	1,5	2 470,3	3,7
Consommation effective des ménages	0,5	0,6	1,3	1,3	1 435,2	1,0
dont dépenses de consommation :						
- des ménages ²	0,3	0,1	1,3	1,2	1 084,8	0,8
- individualisable des administrations publiques ²	1,5	2,1	1,1	1,6	311,0	0,2
Consommation collective des administrations publiques	0,9	2,5	1,5	1,3	168,9	0,1
Formation brute de capital fixe (investissement) dont :	0,3	-9,0	-1,2	1,2	373,3	-0,2
- entreprises non financières	2,6	-12,2	2,4	0,6	193,2	0,2
- ménages	-3,1	-9,3	-1,5	2,3	104,8	-0,1
- administrations publiques	-3,2	2,4	-9,6	1,9	59,2	-0,3
Variations de stocks (en contribution au PIB)	-0,2	-1,2	0,6	///	0,7	0,6
Exportations	-0,3	-12,4	9,7	1,7	492,2	2,3

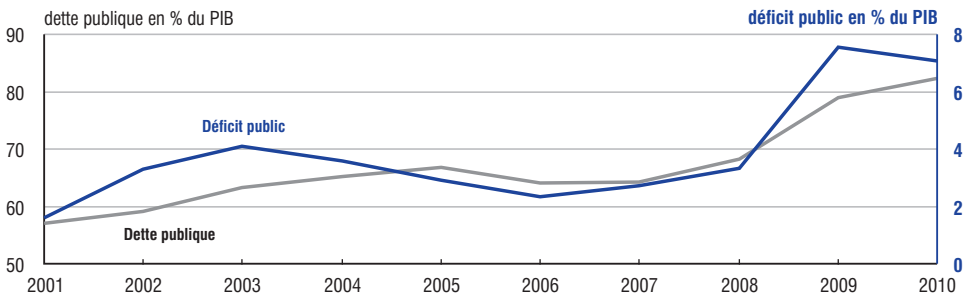
1. En 2010, l'investissement pèse à hauteur de -0,2 point sur la croissance de + 1,5 % du PIB.

2. La dépense de consommation des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement. La dépense de consommation individualisable des administrations publiques est celle dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle correspond à des prestations en nature (biens ou services) dont bénéficient les ménages (dépenses pour l'éducation et pour la santé par exemple).

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

3. Dette publique et déficit public



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

1.2 Opinion des ménages sur la situation économique

L'opinion des ménages concernant leur environnement économique est appréhendée à travers l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée mensuellement par l'Insee depuis 1987. Les ménages livrent leur perception sur l'environnement économique en France, leur situation économique personnelle ainsi que leurs anticipations en matière de consommation et d'épargne. Ces informations fournies en termes qualitatifs (amélioration, stabilité, détérioration) sont retracées dans des **soldes d'opinion**. Ils permettent de mesurer les phénomènes conjoncturels tels qu'ils sont perçus par les ménages. Des enquêtes similaires sont effectuées dans tous les pays de l'Union européenne.

L'**indicateur synthétique de confiance des ménages** rend compte de l'information commune apportée par ces soldes. Il a atteint des valeurs historiquement basses au plus fort de la crise (fin 2008-début 2009) puis s'est redressé à compter du printemps 2009. Début 2010, il a seulement retrouvé un niveau proche des valeurs planchers déjà observées depuis la création de l'enquête

(91 en janvier 2010). Depuis lors, la confiance des ménages se tasse à nouveau. Ainsi, en juin 2011, la confiance des ménages reste plus dépréciée que lors des crises précédentes : l'indicateur synthétique vaut 83.

En 2010, l'inflation perçue par les ménages est repartie à la hausse. Les soldes d'opinion sur les **perspectives d'évolution des prix** et l'**évolution passée des prix** ont dépassé leur moyenne de long terme au printemps. Ils ont ensuite poursuivi leur progression pour s'établir, mi-2011, respectivement 22 et 40 points au-dessus de leur moyenne de long terme, indiquant que les ménages ressentent de nouvelles tensions inflationnistes.

Les craintes des français face au **chômage** ont reculé par étapes. Après avoir marqué un palier au premier semestre 2010, autour de 65 points, soit 20 points en deçà du pic de juin 2009, le solde sur les perspectives d'évolutions du chômage a de nouveau reculé de 20 points au second semestre. Au printemps 2011, ce solde a retrouvé un niveau (30 points) légèrement inférieur à sa moyenne de long terme (33 points). ■

Définitions

Solde d'opinion : pour chaque question posée, un solde d'opinion est calculé par différence entre les pourcentages de réponses positives et négatives. Le niveau de ces soldes n'étant pas directement interprétable, les commentaires s'appuient sur leur évolution ou leur niveau comparé à la moyenne de long terme.

Indicateur synthétique de confiance des ménages : l'indicateur phare de cette enquête a été modifié en janvier 2011. Ce nouvel indicateur synthétique est une moyenne pondérée des soldes d'opinion de huit questions posées aux ménages sur le niveau de vie en France, passé et futur, leur situation financière, passée et future, leur capacité d'épargne présente et future, l'emploi futur, et sur l'opportunité d'effectuer des achats importants. Calculé par analyse factorielle, l'indicateur synthétique permet d'extraire la tendance commune à l'ensemble des soldes de réponse de l'enquête.

Perspectives d'évolution des prix et évolution passée des prix : les questions posées aux ménages sont :
– pour l'évolution passée : « Trouvez-vous que, au cours des douze derniers mois, les prix ont fortement augmenté / modérément augmenté / un peu augmenté / stagné / diminué » ;
– pour les perspectives d'évolution : « Par rapport aux douze derniers mois, quelle sera à votre avis l'évolution des prix au cours des douze prochains mois ? La hausse va être plus rapide / se poursuivre au même rythme / être moins rapide / les prix vont rester stationnaires / les prix vont diminuer ».

L'indicateur est la différence, en points de pourcentage, entre la première et les trois dernières réponses. Ainsi, une hausse de l'indicateur traduit une anticipation par les ménages d'une montée de l'inflation.

Évolution future du chômage : la question posée aux ménages est : « Pensez-vous que, dans les douze prochains mois, le nombre de chômeurs va : fortement augmenter / un peu augmenter / rester stationnaire / un peu diminuer / fortement diminuer ? ». L'indicateur est le solde entre les deux premières et les deux dernières réponses. Une hausse de cet indicateur est donc signe que les ménages anticipent une montée du chômage.

Pour en savoir plus

- « Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages - juin 2011 », *Informations rapides* n°158, série « Principaux indicateurs », Insee, juin 2011 (et note méthodologique associée).

Opinion des ménages sur la situation économique 1.2

1. Indicateur synthétique de confiance des ménages

solde d'opinion corrigé des variations saisonnières



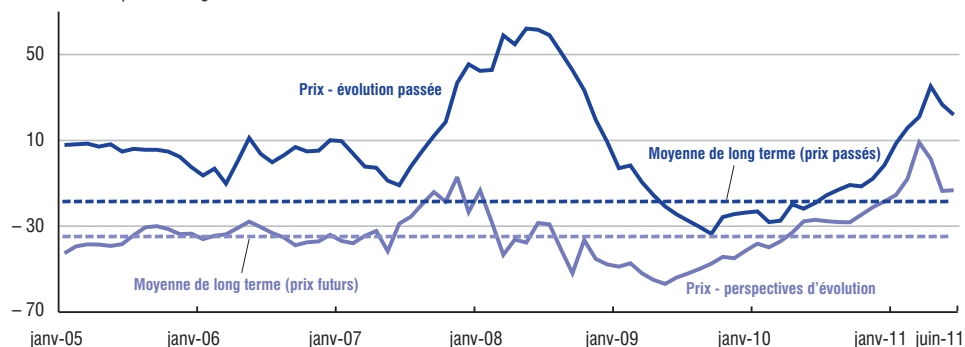
Champ : France métropolitaine.

Lecture : mi-2011, la confiance des ménages reste nettement plus dépréciée qu'avant la crise : l'indicateur synthétique est inférieur à 90.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.

2. Perception de l'inflation par les ménages

solde d'opinion corrigé des variations saisonnières



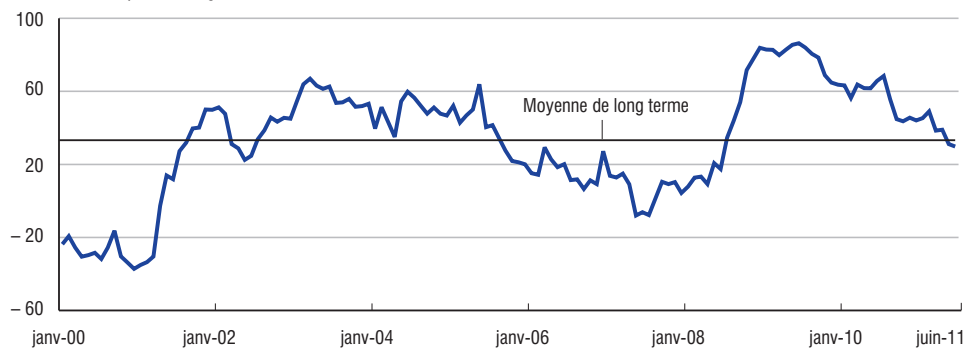
Champ : France métropolitaine.

Lecture : depuis le printemps 2010, les ménages ressentent de plus en plus de tensions inflationnistes : en juin 2011, le solde sur les anticipations d'inflation des ménages est 22 points au dessus de sa moyenne.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.

3. Perspectives d'évolution du chômage

solde d'opinion corrigé des variations saisonnières



Champ : France métropolitaine.

Lecture : depuis le plus haut historique de mi-2009, les craintes face au chômage ont reculé et le solde d'opinion a rejoint au printemps 2011 des niveaux usuels.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.